

«Persuadés de notre innocence» [lettre de trois responsables de l'UFDG détenus politiques]

écrit par GuineePolitique© | 2 juin 2021



Politique

Dans une lettre publiée par le site [guineematin](https://guineematin.com), trois responsables du parti d'opposition UFDG, arrêtés après la présidentielle et inculpés pour « [trouble à l'État par la dévastation et le pillage atteinte aux institutions de la République, participation à un mouvement insurrectionnel, menace de violences ou mort par le biais d'un système informatique, diffusion et la mise à disposition d'autrui de données de nature à troubler l'ordre public](#) » demandent à tous les acteurs politiques « d'amorcer le processus d'apaisement par le dialogue et la concertation dans le souci de renforcer l'unité nationale et la cohésion sociale. »

L'intégralité de la lettre

Chers compatriotes,

Comme vous le savez, nous sommes incarcérés à la Maison Centrale de Conakry depuis plusieurs mois.

Prisonniers politiques pour les uns, prisonniers d'opinion ou otages politiques pour les autres, prisonniers tout court pour certains. Une chose est incontestable, nous sommes avant tout des Guinéens dont l'engagement et la lutte politique n'ont jamais été dirigés contre un individu ou un quelconque groupe de Guinéens.

Nous avons toujours mené notre combat avec le strict objectif de servir la démocratie, le respect de l'État de droit et la recherche du bonheur de nos concitoyens.

Il est important de rappeler que nous avons exclu, dès les premières heures de notre engagement politique, la conquête du pouvoir par la violence en choisissant, la voie des urnes qui demeure encore notre unique option. Ce choix démocratique est motivé par le fait que chacun d'entre nous considère que la violence ne peut être la solution et lorsqu'elle survient, nous l'avons toujours condamnée sans aucune ambiguïté. D'autant plus qu'au cours de ces dernières décennies, ce sont nos compatriotes qui ont payé le lourd tribut, du fait des violences politiques et sociales qui affectent directement de nombreuses familles et la cohésion sociale.

Pourtant, on nous accuse d'atteintes aux institutions, de pillages et même de participation à des mouvements insurrectionnels, etc. Quel fut notre stupeur à s'entendre dire être mêlés à de tels actes. Persuadés de notre innocence, nous nous sommes tous rendus volontairement devant les instances judiciaires espérant qu'elle agira avec impartialité et objectivité. De fait, nous n'avons opposé ni résistance, ni

violence aux forces de défense et de sécurité, qui sont venues interpeler l'un de nous à son domicile.

Il est clair que notre probité, mais aussi les responsabilités que nous avons assumées à divers niveaux, nous empêchent tout comportement ou attitude incivique.

On comprendra aisément qu'il est impossible de remettre en cause notre engagement politique ; l'idéal qui les fonde et les nourrit. C'est pourquoi, nous rejetons toutes les accusations de violence quelles qu'elles soient et qui seraient susceptibles de mettre en danger la paix sociale, de menacer la sécurité de nos compatriotes et de nos institutions. Cela ne nous ressemble point.

S'il est établi que le procès d'hommes politiques permet de juger un État sur le plan de la démocratie et du respect des libertés fondamentales, nous souhaiterions que ce défi soit relevé par l'institution judiciaire. Que peu d'entre nous puissent croire et miser sur le succès de cette volonté n'enlève aucunement notre foi en la justice. Il revient aux autorités de notre pays et, si nécessaire, avec l'appui des pays amis, d'en être le garant ; de veiller à l'équité et l'impartialité de l'institution judiciaire ; mais aussi à la neutralité de l'Exécutif.

Bien évidemment, c'est aux magistrats de mesurer l'importance et la portée des actes qu'ils sont appelés à engager dans le cadre de « l'affaire » nous concernant. Qui pourrait douter que son déroulement et l'issue qui en sortira constitueront un jalon essentiel dans la volonté de décrispation du climat politique récemment exprimée par tous les acteurs politiques, les ONG de défense des Droits humains, les pays partenaires de la Guinée et d'une certaine manière les autorités guinéennes. Dès lors, un consensus s'est dégagé pour considérer que ce serait là, un des premiers gages d'ouverture d'un dialogue constructif, consensuel et inclusif.

Pour nous, il est fondamental d'œuvrer dans ce sens afin d'amorcer le processus d'apaisement par le dialogue et la concertation dans le souci de renforcer l'unité nationale et la cohésion sociale. Nous espérons pouvoir apporter notre contribution en continuant de jouer encore notre rôle sur la scène politique au service de notre pays. Nous sommes persuadés que cela est possible si chacun veillait au respect des règles d'impartialité de nos institutions et des représentants qui exercent au nom du peuple.

Nous estimons que le moment est probablement venu ; qu'une situation opportune est là et qu'il faut la saisir. Nous pensons qu'il est temps que chaque Guinéen prenne résolument l'engagement de promouvoir l'exercice d'une démocratie apaisée, l'unité et la réconciliation de tous les fils et filles de notre Guinée.

- **Ibrahima Chérif BAH** *Vice-président, membre du Conseil politique.*
 - **Ousmane Gaoual DIALLO** *Directeur de la Communication, Membre du Conseil politique, ancien Député.*
 - **Mamadou Cellou BALDÉ** *Coordinateur des fédérations de l'intérieur, Membre du Bureau Exécutif, ancien Député.*
-
-

SCAN: «Alpha Condé, c'est un va-t-en-guerre.» Ousmane Gaoual Diallo

écrit par GuineePolitique© | 2 juin 2021



SCAN POLITIQUE [des paroles et des écrits]

Ousmane Gaoual Diallo, coordinateur de la cellule de communication de l'UFDG (26 mai 2020)



« Alpha Condé n'est pas prêt à changer. Il appartient à chaque guinéen de prendre conscience de cela et de s'armer de courage pour pouvoir affronter cette volonté machiavélique qui consiste à profiter de cette pandémie pour pouvoir dérouler tranquillement son coup d'Etat constitutionnel. [] Alpha Condé, c'est un va-t-en-guerre. C'est quelqu'un qu'il faut combattre avec détermination et résilience »

La source [ici](#)

Maître Mohamed Traoré, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats (26 mai 2020)



« On a reproché au CNT de s'être substitué au peuple, de s'être attribué la souveraineté populaire en adoptant en lieu et place du peuple, un texte qui ne lui a pas été soumis. Mais ce qu'ont fait certains est encore plus grave. Ils ont substitué leur volonté à celle du peuple préalablement exprimée. Autrement dit, si les membres du CNT n'ont pas soumis la constitution de 2010 à l'approbation du peuple, les autres ont tout simplement travesti la volonté du peuple. »

La source [ici](#)

Bah Oury, opposant guinéen et ancien ministre (25 mai 2020)



« La Guinée ne doit pas s'engager dans la logique d'une Haïti en Afrique. C'est la raison pour laquelle il faut rester ferme; il ne faut pas accepter d'abdiquer devant la violation de la constitution et devant la mise en œuvre d'un fichier électoral totalement corrompu qui ne pourra que générer, discrimination, violence et instabilité. »

La source [ici](#)

SCAN : « Notre défaut est que nous ne réfléchissons pas. Nous attendons que le FMI le fasse à notre place [] » Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 2 juin 2021



Alpha Condé, président de la Guinée

« Notre grand défaut, nous avons peur de nous endetter. Mais malheureusement, s'endetter pour les dépenses de fonctionnements est totalement inopérant et même dangereux. Cependant, s'endetter pour les dépenses d'investissement, c'est ce qui peut faire avancer le pays. Nous avons été en Chine. Elle a annulé la dette que nous avons contractée. Cette dette n'était pas énorme. Imaginez, si on s'était beaucoup endetté, la Chine allait annuler aussi. » ©[GuinéeNews](#)

« Notre défaut est que nous ne réfléchissons pas. Nous attendons que le Fonds Monétaire International le fasse à notre place alors que, c'est nous qui devons réfléchir et

aller vers le FMI. Si c'est à eux de réfléchir à notre place, finalement on ne pourrait pas faire avancer le pays. Mais le Guinéen manque le courage économique et politique. Donc, il ne peut pas se prendre en charge pour dire voilà ce que nous voulons et convaincre les autres en disant que c'est ça qui est bien pour la Guinée. Quelqu'un ne peut pas dire ce qui est bien pour la Guinée. Ce sont les Guinéens qui pourront définir ce qui est bien pour la Guinée. Si nous ne faisons pas un bon diagnostic, nous ne pourrions pas mobiliser les ressources internes. Il est nécessaire de faire de bons diagnostics ; cela veut dire qu'il faut avoir le courage de mettre le couteau dans la plaie. » ©[GuinéeNews](#)

« Une des tares de la Guinée, c'est encore la sédentarisation des cadres. Il y a des cadres au ministère de l'Economie qui sont sur place depuis 20 ans. Alors, comment voulez-vous qu'on avance avec un cadre qui a fait vingt ans ? Il a traversé tous les régimes et tous les systèmes de corruption....Comment ces gens puissent apporter le changement ? C'est le manque de courage des ministres de demander qu'on change ces gens parce qu'ils ont peur que telle ethnie dira on a enlevé mon frère et telle autre dira mon cousin, etc. Donc, face à cela, ils ont peur qu'on fasse des reformes. D'ailleurs, c'est ce qui fait aujourd'hui que ces gens ont toutes les mauvaises habitudes. Pourtant, la Guinée a une population jeune, il y a des jeunes cadres brillants qui peuvent complètement changer lorsqu'ils sont introduits dans le gouvernement. » ©[GuinéeNews](#)

Pour le chef de l'Etat, mobiliser des financements privés va de paire avec la création d'un environnement propice aux affaires : « Malheureusement, notre ministère des Finances n'est pas organisé dans ce sens. Pendant que les autres cherchent à attirer les investisseurs, nous, nous avons créé ce que nous appelons ticket d'entrer. Comment voulez-vous attirer les gens si vous leur demandez déjà de payer quelque chose ? » ©[Guinée Matin](#)



Mohamed Ibn Chambas, le Représentant Spécial du Secrétaire Général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel (UNOWAS)

« J'encourage par ailleurs les acteurs politiques guinéens à mettre intégralement en œuvre l'Accord ainsi trouvé, dans l'intérêt supérieur des Guinéennes, des Guinéens et de la Guinée » ©[Guineeconakry](#)



Ousmane Gaoual Diallo, député de l'UFDG (parti d'opposition)

« Notre pays est en proie à la corruption, au banditisme et aux mafieux » ©[Vision Guinée](#)

Fodé Bangoura, président du parti de l'unité et du progrès (PUP)



« Je vous invite à lire le livre, *Albanie d'Afrique ou néo-colonie américaine?* [[L'ouvrage publié par Alpha Condé en 1972](#) ndlr]. Ce livre a été édité en 1972. Tout ce qu'Alpha Condé a dénoncé, c'est ce qu'il est en train de faire aujourd'hui. »
©[GuinéeNews](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « [] le guinéen n'aime pas le bonheur du guinéen [] » Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 2 juin 2021



Alpha Condé président de la Guinée lors d'une visite à Beijing



en Chine.

« La Guinée est en retard premièrement à cause des comportements ethnocentriques. Deuxièmement, le guinéen n'aime pas le bonheur du guinéen. Troisièmement, c'est le mensonge. Les guinéens, plus le mensonge est gros, plus ils y croient »
©[Vision Guinee](#)

Ousmane Gaoual Diallo
député du parti UFDG
(parti d'opposition)
dans l'émission Œil de
lynx.



« Allez annoncer de grands contrats, marchés et que des grandes entreprises qui vont venir, c'est ce que nous faisons depuis 5 ans. A chaque fois qu'Alpha Condé sort de la Guinée, il remporte de grands contrats, il a de l'argent, mais on ne voit rien en Guinée » ©[Vision Guinee](#)

Faya **Millimono**
président du Bloc
Libéral (parti
d'opposition) dans
l'émission Œil du Lynx



« Aujourd'hui, il n'y a pas une seule plateforme qui ne soit pas d'accord que ces accords politiques sont entrain d'aller vers une accentuation du viol de la loi. Lorsque les Guinéens vont signer en masse la pétition, nous parviendrons à convaincre un nombre de 40 députés. Nous avons déjà autour de 15 députés qui sont convaincus, qui vont s'opposer au vote

d'une loi qui prendrai le point II de ces accords ». ©[Guinée](#)
[Matin](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo